AIDE JURIDIQUE ESTRIE

Centre communautaire juridique de l'Estrie

DEPUIS 50 ANS

Rapport annuel 2022

DEPUIS 50 ANS

La création du réseau de l'aide juridique de 1951 à nos jours...

1951 • 1956

1951
L'an « 0 »
Mise sur pied du Service d'assistance judiciaire par le Barreau du Québec

1956
Montréal
Création du Bureau d'assistance judiciaire par le Barreau de Montréal

1960 • 1972

1960
Financement
Le ministère de la Justice du Québec commence à subventionner les frais d'opération de ces services. Apparition des Cliniques juridiques communautaires à Montréal, Québec, Hull et Sherbrooke. Mise en place d'un tarif entre le Barreau et le ministère de la Justice en matière criminelle et pénale et une assistance judiciaire gratuite aux démunis.

7 juillet 1972

La Loi sur l'aide juridique est sanctionnée
Adoption de la Loi sur l'aide juridique par le gouvernement de Robert Bourassa et le Ministre de la justice Jérôme Choquette.

1996 • 2004

1996
La réforme
Changement quant à la détermination de l'admissibilité financière et la couverture des services offerts. Apparition du volet contributif.

2004
Création du service provincial de garde téléphonique en matière criminelle et pénale
Dépôt du rapport Moreau « Pour une plus grande admissibilité à la justice » Augmentation et indexation des seuils d'admissibilité à l'aide juridique pour les harmoniser à ceux du Programme d'assistance-emploi (aide sociale).

2010 • 2013

2010
Ajout du Chapitre III
La Loi sur l'aide juridique devient la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques et ajout du Chapitre III de la loi, comprenant les mégaprocès et autres ordonnances judiciaires.

2013
Ajout de deux nouveaux services sans égard aux revenus : SAH et SARPA
Le Service d'aide à l'homologation (SAH) et le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (SARPA)

2014

2014
Réforme St-Arnaud
Augmentation des seuils d'admissibilité à l'aide juridique.
Indexation annuelle des seuils d'admissibilité à l'aide juridique au salaire minimum.
Les personnes âgées, qui reçoivent principalement des prestations de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, sont admissibles à l'aide juridique.
Les modes alternatifs de règlement de conflit et les processus de déjudiciarisation sont maintenant inclus dans le panier de services.

2020

2020
Création du Service provincial de visiocomparution
Permettre la comparution et la tenue d'enquête sur remise en liberté des personnes détenues lors d'auditions tenues par visioconférence les samedis, dimanches et les jours fériés.
Dans toutes les régions du Québec, le déploiement des visiocomparutions de la Cour du Québec. Il a ainsi débuté en septembre 2020 avec la région de Québec, puis chaque région a été intégrée.
Depuis le 20 mars 2021, les avocats attitrés au Service provincial de visiocomparution défendent les droits de personnes détenues se trouvant dans chaque région du Québec.

2021

2021
Rebâtir
Mise sur pied du service Rebâtir, qui permet à toutes les victimes d'agression sexuelle ou de violence conjugale de recevoir gratuitement quatre heures de consultation juridique, et ce, peu importe leur revenu.
L'aide juridique est maintenant accordée gratuitement à tout enfant mineur sans égard à son admissibilité financière, pour tous les services offerts en vertu de la loi.
La Commission doit veiller à ce que des services soient offerts à une partie non représentée pour l'interrogatoire ou le contre-interrogatoire de l'autre partie ou d'un enfant, lorsque le tribunal l'ordonne.

2022

2022
Aujourd'hui
50ième anniversaire du réseau de l'aide juridique.
214 235 Demandes d'aide juridique traitées annuellement.
104 Bureaux
990 Employés temps complet
83 Villes au Québec
435 Avocats

TABLE DES MATIÈRES

05
MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

06
PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

10
STATISTIQUES 2022-2023

12
FAITS SAILLANTS 2022-2023

14
IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT DU PERSONNEL DU CCJE

21
PLAN STRATÉGIQUE RÉSULTATS 2022-2023

26
MESURES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

27
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS ET DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Servir depuis cinquante ans

À la fin des années soixante, nous vivions une période de l'histoire au cours de laquelle l'interventionnisme de l'État a provoqué des changements profonds dans les domaines économique et social afin de favoriser le développement de la société québécoise. Au sortir de la Révolution tranquille, l'État québécois devient un État-providence dont le menu législatif vise l'adoption de plusieurs lois à caractère social.

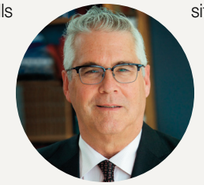
En matière d'assistance juridique, le ministre de la Justice de l'époque, monsieur Jérôme Choquette, souhaitait la mise en œuvre d'un réseau d'avocats spécialisés[1] en droit social et à l'écoute d'une clientèle confrontée à la pauvreté[2].

Devant les membres de l'Association du jeune Barreau de Montréal, il déclarait, le 25 octobre 1971, que « ces nouveaux spécialistes deviendront experts dans les questions de droit qui touchent spécialement la condition du pauvre. Ces "avocats sociaux" seront des juristes œuvrant à temps plein en milieu défavorisé en consacrant leur carrière à rendre la loi accessible aux plus démunis[3] ». La Loi sur l'aide juridique fut déposée en mars 1972 et sanctionnée le 7 juillet de la même année.

Cinquante ans plus tard, ces « nouveaux spécialistes » sont devenus ces « avocats sociaux » qui continuent à consacrer leur carrière à rendre la loi accessible aux personnes les plus vulnérables. Ils sont au nombre de 435 et sont accompagnés d'une formidable équipe de 555 autres professionnels et employés de soutien. À l'instar des années 70, comme pour souligner son cinquantième anniversaire, l'aide juridique s'est offert une panoplie de modifications législatives dans la foulée de l'accessibilité à la justice. Ainsi le service de consultations juridiques Rebâtir, assumé par nos collègues du Centre communautaire juridique de la Rive-Sud, a pris son envol au cours de cet exercice. Désormais, les victimes de violence conjugale ou sexuelle peuvent bénéficier de quatre heures de consultation juridique et d'une représentation en situation urgente, et ce, sans égard à leur revenu. Il s'agit là d'une véritable percée en matière d'assistance juridique pour ces personnes vulnérables.

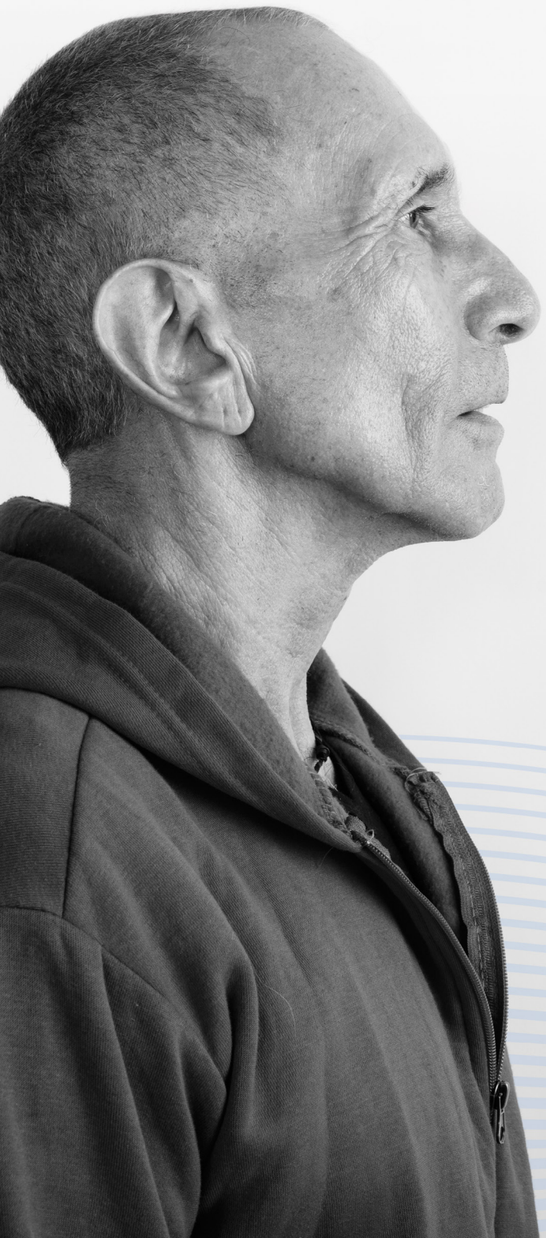
En matière de droit de la jeunesse, un projet-pilote prévoyant la médiation en matière de jeunesse vient de démarrer chez nous et d'importantes modifications à la loi permettent la représentation d'un enfant mineur sans égard à son admissibilité financière pour tous les services offerts en vertu de la Loi sur l'aide juridique. Enfin, une modification majeure à la Loi sur la protection de la jeunesse assure obligatoirement qu'un avocat soit spécifiquement chargé de représenter et conseiller uniquement l'enfant. Dans bien des cas, ce sont les avocats de l'aide juridique qui assurent ces représentations.

Ces quelques exemples illustrent combien l'implication des avocats de l'aide juridique est primordiale afin d'épauler une clientèle en situation de vulnérabilité, directement touchée par l'adoption nécessaire de mesures sociales. Saluons l'engagement, l'écoute et le professionnalisme de ces spécialistes du droit et souhaitons-leur un beau jubilé !



Me PHILIPPE GILBERT
Directeur général

[1] Afin de faciliter la lecture du présent rapport, nous emploierons le masculin comme genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.
[2] Source : Une petite histoire de l'aide juridique, Monique Jarry, Commission des services juridiques, février 2019.
[3] Ministre Jérôme Choquette, Allocution devant les membres de l'Association du jeune Barreau de Montréal, 25 octobre 1971.



Mission

Le Centre communautaire juridique de l'Estrie a comme mission celle d'assurer l'accès à la justice aux personnes financièrement admissibles, résidant sur le territoire de l'Estrie, en rendant des services juridiques, gratuitement ou avec contribution, dans la mesure prévue par la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.

Vision

Être reconnu de la communauté comme une équipe chevronnée, dynamique, passionnée et innovante qui dispense des services juridiques de qualité supérieure.

Valeurs

Le CCJE encourage tout le personnel à partager et promouvoir les valeurs qu'ils ont ensemble adoptées le 31 mars 2017 à savoir :

professionnalisme
respect
empathie
communication
entraide

PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

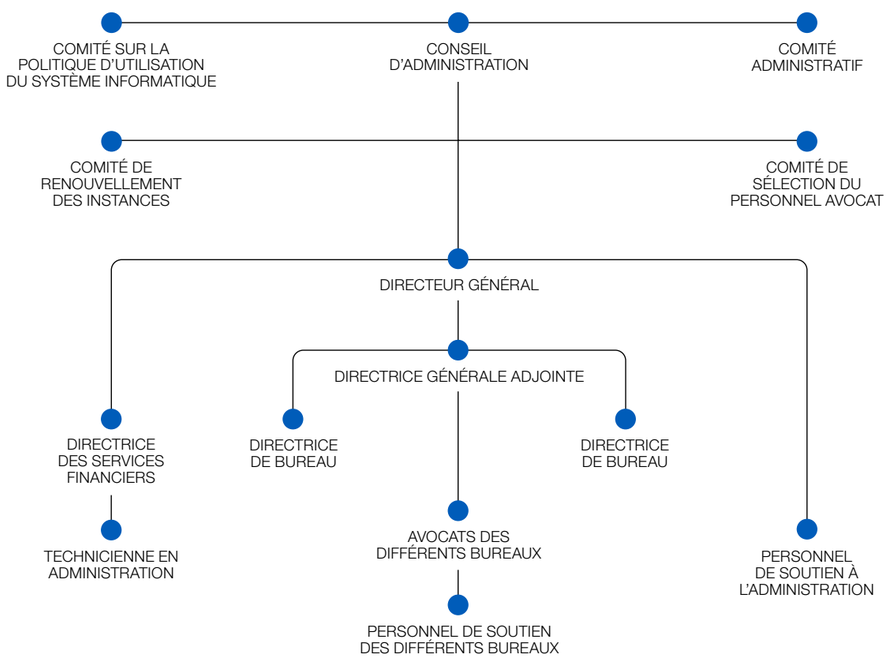
Conseil d'administration

Les pouvoirs du CCJE sont exercés par son conseil d'administration qui, dans le cadre de sa mission, veille à la saine administration et à l'élaboration des orientations et de ses objectifs. Entre autres fonctions, le conseil établit des bureaux d'aide juridique dans la région qu'il dessert suivant les besoins de la population, engage les avocats et les notaires à temps plein ainsi que les autres employés nécessaires au bon fonctionnement du Centre.

Le conseil est composé de douze membres bénévoles, nommés par la Commission des services juridiques, choisis en raison de leur implication au sein de la communauté et de la contribution qu'ils peuvent apporter à la mission et à la bonne gouvernance du Centre.

Au 31 mars 2023, ces membres sont :
Me Daniel Grégoire, président
Madame Carole Panneton, vice-présidente
Me Janik Branchaud, administratrice
Madame Kylie Côté, administratrice
Madame Annie-Andrée Émond, administratrice
Madame Sylvie Khawaja, administratrice
Monsieur Sébastien Laberge, administrateur
Madame Lyne Lacroix, administratrice
Madame Marie-Josée Langlois, administratrice
Me Stéphane Reynolds, administrateur
Madame Marie-Pierre Robert, administratrice
Monsieur Mohamed Soulami, administrateur

Organigramme



Administration

Direction générale
Elle est constituée du directeur général et de la directrice générale adjointe qui voient à la gestion des services et des ressources. De plus, ils s'assurent de la mise en œuvre des objectifs définis par le conseil d'administration et veillent à la gestion des activités du Centre.

Direction des services financiers
Sous l'autorité de la direction générale, la directrice des services financiers est responsable des activités comptables et financières et assure la planification administrative.
Directeur général
Directrice générale adjointe
Directrice des services financiers
3 employées
225, rue King Ouest,
bureau 234
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-6122

Bureaux

Sherbrooke
Civil-Familial
6 avocats
10 employés
225, rue King Ouest,
bureau 234
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-6122

Sherbrooke
Criminel-Jeunesse
Directrice
8 avocats
10 employées
225, rue King Ouest,
bureau 201
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-4721

Magog
2 avocates
2 employées
42, rue Principale Ouest,
bureau 200
Magog (Québec)
J1X 2A5
Téléphone : 819 843-4555

Coaticook
1 avocate
1 employée
29, rue Main Est,
bureau 203
Coaticook (Québec)
J1A 1N1
Téléphone : 819 849-6366

Val-des-Sources
2 avocates
2 employées
321, rue Chassé
Val-des-Sources (Québec)
J1T 2B4
Téléphone : 819 879-5402

Lac-Mégantic
Directrice
1 avocate
2 employées
4340, rue Laval
Lac-Mégantic (Québec)
G6B 1B8
Téléphone : 819 583-1214

Thetford Mines
3 avocats
4 employées
57, rue Notre-Dame Ouest
Thetford Mines (Québec)
G6G 1J4
Téléphone : 418 338-2133

Bureaux à temps partiel

Disraeli
Desservi par le bureau d'aide juridique de Thetford Mines
Vendredi après-midi - CLSC
245, rue Montcalm
Disraeli (Québec)
G0N 1E0
Téléphone : 418 338-2133

Stanstead
Desservi par le bureau d'aide juridique de Coaticook
Mardi
10, rue Phelps,
bureau 201
Stanstead (Québec)
J0B 3E2
Téléphone : 1 800 967-5717

Windsor
Desservi par le bureau d'aide juridique de Val-des-Sources
Lundi après-midi
5, rue des Sources,
bureau 110
Windsor (Québec)
J1S 2X3
Téléphone : 819 845-5583

13 344
Demandes traitées
(contributif et gratuit)

94% dossiers gratuits

6% dossiers à volet contributif

1 178
Appels d'arrestation

32% appels traités par les avocats du CCJE

68% appels traités par le service de garde provincial

11 355
Demandes admises

50,5% demandes admises et traitées par un avocat permanent

49,5% demandes admises et traitées par un avocat du privé

93% demandes admises et gratuites

7% demandes admises à volet contributif

Nombre total des demandes traitées par matière
(contributives et gratuites)

Civil	2019 2020	2020 2021	2021 2022	2022 2023
CIVIL - ADMINISTRATIF	2 146	1 679	2 091	1 973
FAMILIAL	2 154	1 866	1 904	1 925
PROTECTION DE LA JEUNESSE	2 874	2 823	2 974	2 845
IMMIGRATION	76	33	52	106
HOMOLOGATION	157	181	155	146
TOTAL	**7 407**	**6 582**	**7 176**	**6 995**
Criminel				
CARCÉRAL	71	95	147	223
CRIMINEL	2 907	2 312	2 199	2 069
CRIMINEL - JEUNESSE	505	438	426	400
CRIMINEL - SOMMAIRE	3 274	2 829	3 147	3 321
CHAPITRE III	7	26	34	37
TOTAL	**6 764**	**5 700**	**5 953**	**6 050**
GRAND TOTAL	**14 171**	**12 282**	**13 129**	**13 045***

* NOTE : Excluant le notarial et les données incomplètes

Statistiques 2022-2023 des services de garde 24 heures

PÉRIODE COUVERTE	PROVENANCE		TOTAL APPELS
	SERVICE DE GARDE PROVINCIAL	SERVICE TELMATIK	
	16H30 - 8H30[1]	8H30 - 16H30[2]	
Avril 2022	69	22	91
Mai 2022	61	27	88
Juin 2022	77	37	114
Juillet 2022	66	31	97
Août 2022	98	31	129
Septembre 2022	67	40	107
Octobre 2022	72	49	121
Novembre 2022	61	32	93
Décembre 2022	60	22	82
Janvier 2023	46	20	66
Février 2023	65	24	89
Mars 2023	62	39	101
TOTAL	**804**	**374**	**1178**
MOYENNE	**67**	**31**	**98**

[1] Couvre la période en dehors de heures d'ouverture des bureaux, les fins de semaine et les congés fériés
[2] Couvre la période des heures d'ouverture des bureaux

Quelques événements marquants pour l'année 2022-2023

Au conseil d'administration

Trois nouveaux membres ont été nommés au sein de notre conseil d'administration. Il s'agit de Me Janik Branchaud en remplacement de Me Timothy Leonard, de Mme Marie-Josée Langlois en remplacement de Mme Joanne Beaudin et de M. Mohamed Soulami en remplacement de M. Fredy Wasamba Farini.
Me Branchaud est notaire de carrière, Mme Langlois occupe le poste de directrice du centre d'éducation des adultes des Sommets (Magog-Windsor-Val-des-Sources) et M. Soulami occupe différents postes de direction intimement liés à l'intégration socio-économique et culturelle des immigrants.
D'autre part, les mandats de Me Stéphane Reynolds et de Mme Marie-Pierre Robert ont fait l'objet d'un premier renouvellement.

L'Université de Sherbrooke et le CCJE

Une fois de plus, notre personnel avocat s'est grandement impliqué dans le programme d'activités cliniques de l'Université de Sherbrooke. En effet, seize avocats ont supervisé seize étudiants inscrits au programme. Ces activités cliniques permettent aux étudiants de mettre à l'épreuve les connaissances théoriques acquises et de les transposer à une situation d'apprentissage réelle.
De plus, l'Université de Sherbrooke a reconduit encore cette année le financement d'un stage coopératif en droit. La supervision de Mme Audrée Lapointe a été assumée par Mes Annie-Claude Hinse et Gabrielle Lemay du bureau de Magog et par Me Mélissa Robert du bureau de Sherbrooke.
Me Marc-André Champagne s'est impliqué à titre de chargé de cours au programme de deuxième cycle en droit criminel et pénal.

Encore plus de visibilité

À la demande du responsable du programme des travailleurs agricoles saisonniers et de la protection consulaire, M. Felipe Gonzalez Lugo Mendéz, nous avons présenté le 28 mai dernier, notre offre de services aux travailleurs agricoles temporaires de l'Estrie dans le cadre d'un consulat mobile du Mexique à Sherbrooke. D'autres partenaires, tels les Assurances Desjardins, l'UPA, Action interculturelle, Cowen assurance et le Service de police de la ville de Sherbrooke étaient également présents.

Des avocats dévoués

Plusieurs membres du personnel avocat ont offert de nombreuses formations, conférences ou séances d'information devant plusieurs forums professionnels ou communautaires. Ils ont également poursuivi la tradition d'implication communautaire de notre Centre. Ils se sont impliqués à titre de personnes-ressources ou membres de conseils d'administration de plusieurs organismes communautaires ou professionnels. De plus, ils ont participé aux campagnes de financement de certains de ces organismes. La section « Implications et rayonnement » de ce rapport illustre de façon détaillée leur implication.

De la belle visite

À l'occasion du 50e anniversaire de l'aide juridique, un retraité de l'aide juridique, Me Paul Faribault, est venu partager avec les avocats du CCJE son expérience à titre d'avocat d'aide juridique à travers quelques dossiers qui ont marqué sa carrière.

Du sang neuf au CCJE

Deux nouvelles avocates ont été embauchées. Il s'agit de Me Julie Beauchemin et de Me Émilie Boulanger, alors que quatre membres du personnel de soutien se sont jointes à l'équipe, soit Mmes Karine Lessard, Rhéna Roselli, Karine Crête et Karianne Boulanger.
Plusieurs personnes remplaçantes occupent ou ont occupé un emploi au cours de cet exercice. Il s'agit de Me Cindy Langlais, Me Marie-Philippe Gamache ainsi que Me Alice Sauvageau, pour le personnel avocat. Pour le personnel de soutien, il s'agit de M. Michel Samson et de Mmes Emmy Hegyes, Audrey Laplante et Audrey-Ève Roy.

La cybersécurité c'est notre affaire

La sécurité informatique étant un enjeu de plus en plus important, nous avons déployé cette année une campagne de sensibilisation à la cybersécurité en partenariat avec la firme Terranova Security et MicroAge. Elle s'échelonnera sur une période d'une année au cours de laquelle tous les employés du CCJE bénéficieront de formations trimestrielles en ligne. Des simulations d'hameçonnage seront également déployées de sorte à entraîner les employés à détecter les courriels d'hameçonnage. Cette campagne contribuera à renforcer les moyens mis en œuvre afin de protéger nos données informationnelles.

Le programme eMAJ au CCJE

Au cours de la dernière année, le CCJE a poursuivi le déploiement de projets du Programme eMAJ. Que ce soit à titre de porteur principal, d'ambassadeur, de super-utilisateur, de testeur ou encore comme faisant partie de l'équipe de validation, du site informationnel pour l'analyse de l'admissibilité (SIAA), formulaire d'informations sur le requérant (FIR) ou du comité de formation M365, plusieurs employés du CCJE se sont impliqués dans la mise en œuvre de différentes initiatives du programme. La section « Implications et rayonnement » de ce rapport illustre de façon détaillée leur implication.

Politique de reconnaissance

En conformité avec nos orientations stratégiques, nous avons déployé, cette année, une politique de reconnaissance du personnel du CCJE. Elle vise notamment l'amélioration de la qualité de vie au travail, mais aussi le développement du sentiment d'appartenance du personnel. Cette politique est le gage du maintien d'un climat de travail au sein duquel le personnel se sent apprécié et reconnu pour sa contribution à la réussite de notre mission.

Participation du CCJE aux journées de formation

Pour la première fois depuis deux ans, tous les avocats du réseau se sont réunis en personne à l'occasion des journées de formation de la CSJ. Me Mélissa Robert, accompagnée de Mme Sonia Poulin du Directeur provincial, a effectué une présentation en droit de la jeunesse portant sur les peines spécifiques en matière de justice pénale pour les adolescents. Me Robert a fait un survol des différentes peines spécifiques et des critères juridiques de chaque peine et a décrit comment ces peines sont exécutées par le Directeur provincial.

IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT DU PERSONNEL DU CCJE

L'aide à la personne et à la famille

ACEF Amiante-Beauce-Etchemin
Me André Gardner
Personne-ressource

Action Plus de Sherbrooke
Me Alexandra Houde
Personne-ressource

Association des proches de personnes atteintes de maladie mentale de l'Estrie (APPAAM)
Me Simon Delisle-Beaulieu
Membre du C.A.

Cellule Parent'aise (Table négligence du CIUSSS)
Me Marie-Christine Roy
Personne-ressource

Centre d'action bénévole de Mansonville
Me Annie-Claude Hinse
Personne-ressource

Centre des femmes de la MRC du Granit
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource

Centre pour femmes la Rose des vents
Me Elizabeth Martel
Séance d'information sur les services de l'aide juridique

Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie
Me Julie Beauchemin
Conférence/ atelier sur le processus judiciaire

Coalition sherbrookoise pour le travail de rue
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Comité-Famille régional
Me Lisanne Fabi
Me Céline Gallant
Me Marie-Christine Roy
Membres

Corporation de développement communautaire des Sources
Me Marie-Christine Roy
Membre

Escale (L') de l'Estrie
Me Lisanne Fabi
Personne-ressource

Éveil (L')
Me Véronique Dion
Personne-ressource

Gîtée inc. (La)
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource

Groupe d'entraide cancer et vie
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource

Groupe Probex
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Local de quartier
Me Marie-Christine Roy
Personne-ressource

Maison CALM
Me Céline Gallant
Membre du C.A.
(vice-présidente)

Maison de la famille de Lac-Mégantic
Me Marie-Eve Maillé
Personne-ressource
Membre du comité ressources humaines
Membre du C.A.

Maison d'hébergement La Bouée
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource
Me Marie-Eve Maillé
Rencontre pour présenter les services de l'aide juridique
Personne-ressource

Moisson Estrie
Me Alexandra Houde
Personne-ressource
Membre du C.A.
Me Julie Beauchemin
Me Noémie Pitre
Bénévolat au kiosque d'emballage de cadeaux le 22 décembre 2022

MomentHom
Me Marc-André Champagne
Personne-ressource

Parolière (La)
Me Nadia Plante
Séance d'information en matière familiale

Partage St-François
Me Jean-Christian Blais
Membre du C.A.

Pro-Def Estrie
Me Valérie Lauzier
Personne-ressource
Membre du C.A.

Récupération Frontenac inc.
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource

Réseau d'entraide des Appalaches
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource
Membre du C.A.

Santé publique
(équipe de proximité – services psychosociaux – projets de mobilisation communautaire)
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource

Service d'aide à domicile du Granit
Me Nathalie Gaulin
Membre du C.A.
(vice-présidente)

Service d'aide aux Néo-Canadiens
Me Lisanne Fabi
Personne-ressource

Service budgétaire populaire des Sources
Me Céline Gallant
Me Marie-Christine Roy
Personne-ressource

Table de concertation des aînés
Me Annie-Claude Hinse
Personne-ressource

Enseignement et jeunesse

Carrefour jeunesse emploi de Coaticook
Me Véronique Dion
Membre du C.A.

Carrefour jeunesse emploi de Sherbrooke
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Cégep de Thetford Mines
Me André Gardner
Supervision de 2 étudiants lors d'un stage d'intégration et d'orientation professionnelle

Club Optimiste de Lac-Mégantic
Me Marie-Eve Maillé
Membre du C.A. (trésorière)
Me Nathalie Gaulin
Membre du C.A.
(vice-présidente)

Collège de Sherbrooke Groupes de francisation
Me Émilie Boulanger
Me Céline Gallant
Me Marie-Christine Roy
Séances d'information sur le droit familial québécois

Techniques juridiques
Me Simon Delisle-Beaulieu
Séance d'information sur l'aide juridique et les activités d'un avocat à l'aide juridique
Me Annie-Pier Babineau
Supervision d'étudiantes lors d'un stage d'observation d'une demi-journée

Commission de service scolaire de la région de Sherbrooke
Me Karine Arseneault-Sirois
Membre du conseil d'établissement de l'école primaire
La Maisonnée
Personne-ressource
Me Gabrielle Lemay
Membre du conseil d'établissement
Représentante au sein du comité du Centre de services scolaire de Sherbrooke
Personne-ressource

CPE l'Enfantaisie
Me Karine Arseneault-Sirois
Personne-ressource
Membre du C.A. (secrétaire)

CPE Les Amis du Globe
Me Véronique Dion
Membre du C.A. (secrétaire)

École de la Maisonnée
Me Karine Arseneault-Sirois
Me Annie-Pier Babineau
Séances d'information données aux élèves de 6e année

Ligue pour l'enfance de l'Estrie
Me Lisanne Fabi
Personne-ressource
Membre du Comité d'étude sur la supervision des accès

Maison des jeunes du Granit
Me Nathalie Gaulin
Membre du C.A. (présidente)
Me Noémie Pitre
Animation d'un atelier

Mesures alternatives Jeunesse Frontenac
Me André Gardner
Personne-ressource
Membre du C.A. (président)

Université de Sherbrooke
Programme clinique
Me Karine Arseneault-Sirois
Me Annie-Pier Babineau
Me Julie Beauchemin
Me Jean-Christian Blais
Me Samuel Bouchard
Me Simon Delisle-Beaulieu
Me Lisanne Fabi
Me Sébastien Gagné
Me André Gardner
Me Annie-Claude Hinse
Me Alexandra Houde
Me Gabrielle Lemay
Me Valérie Lauzier
Me Marie-Eve Maillé
Me Noémie Pitre
Me Nadia Plante
Supervision d'étudiants
Me Lisanne Fabi
Me Gabrielle Lemay
Entrevues de sélection des étudiants

Journée de présentation des activités cliniques
Me Gabrielle Lemay

Faculté de droit
Me Annie-Pier Babineau
Supervision de 2 projets de recherche juridique faits par des étudiants pour des organismes

Me Sébastien Gagné
Supervision de la stagiaire
Barreau

Programme coopératif
Me Annie-Claude Hinse
Me Gabrielle Lemay
Me Mélissa Robert
Supervision de l'étudiante

Programme de 2e cycle
Me Marc-André Champagne
Chargé de cours
Me Annie-Pier Babineau
Supervision d'une étudiante lors d'un stage d'observation d'une demi-journée

Tandem (Le)
(Centre de pédiatrie sociale du Dr Julien)
Me Valérie Lauzier
Personne-ressource

IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT DU PERSONNEL DU CCJE

Justice

Association des Jeunes Barreaux de Région
Arthabaska
Me Elizabeth Martel
Membre du C.A.
(présidente sortante)
Mentor auprès des avocats nouvellement assermentés
Responsable du comité de la formation

Saint-François
Me Samuel Bouchard
Membre du C.A.
(vice-président)

Barreau d'Arthabaska
Comité de liaison avec la magistrature pour le district de Frontenac
Me André Gardner
Membre responsable

Barreau de Saint-François
Comité de formation permanente
Me Céline Gallant
Présidente
Me Annie-Claude Hinse
Membre

Comité des affaires criminelles et pénales
Me Samuel Bouchard
Me Marc-André Champagne
Membres

Comité en droit de la famille
Me Lisanne Fabi
Me Céline Gallant
Membres
Me Valérie Lauzier
Présidente

Comité de la jeunesse
Me Mélissa Robert
Membre (secrétaire)

Comité opérationnel pour la mise en place d'un projet de médiation en protection de la jeunesse
Me Nathalie Gaulin
Membre

Comité en santé mentale
Me Jean-Christian Blais
Membre

Barreau du Québec
École du Barreau
Me Simon Delisle-Beaulieu
Participant aux groupes de discussion sur la réforme du programme enseignant

Comité Pro Bono
Québec
Me Annie-Claude Hinse
Membre du comité d'approbation

Canada
Me Julie Beauchemin
Me Simon Delisle-Beaulieu
Supervision d'étudiants

Commission des services juridiques
Comité sur la modernisation de la Loi sur l'aide juridique
Me Philippe Gilbert
Membre
Comité paritaire en matière d'assurance-maladie
Me Simon Delisle-Beaulieu
Membre

Comité provincial pour traiter de la question de la justice réparatrice en matière de justice pénale pour les adolescents
Me Mélissa Robert
Membre

Comité stratégique intersectoriel en itinérance de l'Estrie
Me Jean-Christian Blais
Membre

Équijustice Estrie
Me Mélissa Robert
Membre du C.A.

Fondation du Barreau du Québec
Comité consultatif afin de développer de nouvelles initiatives en droit de la jeunesse
Me Annie-Pier Babineau
Participante

Programme e-MAJ
(transformation numérique du réseau d'aide juridique)
Me Philippe Gilbert
Membre du comité directeur

Programme d'accompagnement justice et santé mentale de Sherbrooke (PAJ-SM)
Me Philippe Gilbert
Membre du comité directeur

CIUSSS de L'Estrie – CHUS

CSSS-IUGS
Me Jean-Christian Blais
Me Alexandra Houde
Me Nadia Plante
Personnes-ressources

CSSS du Granit
Me Nathalie Gaulin
Personne-ressource

CSSS des Sources
Me Céline Gallant
Me Marie-Christine Roy
Personnes-ressources

CSSS de Coaticook
Me Véronique Dion
Personne-ressource

CSSS Memphrémagog
Me Véronique Dion
Me Annie-Claude Hinse
Me Gabrielle Lemay
Personnes-ressources

CSSS de Stanstead
Me Véronique Dion
Personne-ressource

CISSS de Chaudière – Appalaches

CSSS de Thetford Mines
Me André Gardner
Me Elizabeth Martel
Personnes-ressources

Autres organismes

Journal communautaire Regards (quartier Ascot)
Me Karine Arseneault-Sirois
Rédaction d'une chronique sur le consentement en matière sexuelle

Radio locale de Thetford Mines
Me André Gardner
Animateur d'une chronique juridique hebdomadaire

Formations données par les avocats du CCJE

Présentation de l'aide juridique
Donnée au centre pour femmes la Rose des vents
Me Elizabeth Martel - 8 février 2022
Donnée à l'Équipe périnatalité — CLSC (15 intervenants)
Me Jean-Christian Blais - 12 mai 2022
Donnée à la Sûreté du Québec Val St-François (12 intervenants)
Me Jean-Christian Blais - 4 octobre 2022
Donnée au Partage St-François
Me Jean-Christian Blais - 5 octobre 2022

Conférence sur les services en matière familiale
Donnée à La Parolière
Me Nadia Plante - 22 février 2022

Séance d'information en lien avec les activités cliniques proposées par le CCJE aux étudiants de 3e année du baccalauréat en droit
Donnée dans le cadre du Carrefour étudiant de l'Université de Sherbrooke
Me Samuel Bouchard - 9 mars 2022

Présentation sur les fonctions d'un avocat à l'aide juridique
Donnée aux étudiants et professeurs du programme de maîtrise en droit et politique appliquée de l'État de l'Université de Sherbrooke
Me Simon Delisle-Beaulieu - 14 mars 2022

Formations sur l'admissibilité à l'aide juridique
Données au personnel du CCJE
Me Simon Delisle-Beaulieu - 18 mars 2022
Me Simon Delisle-Beaulieu - 25 mars 2022
Me Simon Delisle-Beaulieu - 18 décembre 2022
Me Simon Delisle-Beaulieu - 29 juillet 2022
Me Simon Delisle-Beaulieu - 12 août 2022

Formation sur le droit familial québécois
Donnée à des étudiants du groupe de francisation du Collège de Sherbrooke
Me Émilie Boulanger - 5 avril 2022
Me Marie-Christine Roy - 20 juin 2022
Me Marie-Christine Roy - 12 décembre 2022
Donnée virtuellement à des étudiants du groupe de francisation du Collège de Sherbrooke
Me Céline Gallant - 8 avril 2022

Présentation de l'aide juridique - regroupement d'organismes communautaires et municipaux
Me Nathalie Gaulin et Me Marie-Eve Maillé - 27 avril 2022

Formation sur les infractions pouvant être commises en ligne ainsi que sur le consentement en matière sexuelle et l'âge légal du consentement et ses exceptions
Donnée aux élèves de 6e année de l'école de la Maisonnée
Me Karine Arseneault-Sirois et Me Annie-Pier Babineau - 27 avril 2022

Conférence intitulée « Les autorisations judiciaires, astuces et modèles »
Donnée à l'Association des jeunes barreaux de région
Me Marc-André Champagne - 2 juin 2022

Séance d'information sur la pratique du droit criminel
Donnée aux nouveaux criminalistes du CCJE
Me André Gardner - 21 juin 2022
Me André Gardner - 19 juillet 2022
Me André Gardner - 2 août 2022
Me André Gardner - 31 août 2022
Me André Gardner - 13 septembre 2022
Me André Gardner - 9 novembre 2022

Formation intitulée « Les peines spécifiques en matière de justice pénale pour les adolescents : du juridique au clinique »
Donnée aux avocats de l'aide juridique
Me Mélissa Robert et Mme Sonia Poulin (DPJ)
27-28 octobre 2022

Animation d'un atelier sur le consentement sexuel et le système de justice
Donnée à des jeunes de la Maison des jeunes du Granit
Me Noémie Pitre - 1er décembre 2022

Conférence et atelier sur le processus judiciaire
Donnée au CIVAS à un groupe d'hommes et d'intervenantes
Me Julie Beauchemin - 1er décembre 2022

Présentation du processus de garde en établissement et de soins
Donnée à l'APPAMM-Estrie
Me Simon Delisle-Beaulieu - 14 décembre 2022

Programme eMAJ

Porteur principal
Me Philippe Gilbert

Ambassadrices
Me Marie-Claude Boucher
Me Mélissa Robert
Me Nathalie Gaulin
Mme Jessica Mercier

Dossier d'affaires pour le logiciel d'admissibilité et de gestion de pratique
Me Philippe Gilbert

Dossier d'affaires logiciel RH
Me Marie-Claude Boucher

Équipe de communications
Mme Marie-France Duquette
(équipe de validation)

Comité de formation M365
Mme Jessica Mercier

Responsables plateforme B12
Me Philippe Gilbert
Mme Jessica Mercier

Super-utilisateurs formation M365
Me Samuel Bouchard
Me Jean-Christian Blais
Me Nathalie Gaulin
Mme Pascale Bergeron
Mme Anne-Marie Mathieu
Mme Lina Bollella
Mme Maryse Martineau
Mme Sabrina Normandin
Mme Véronique Dubé

Projet-pilote Initiative 3 – Site informationnel pour l'analyse de l'admissibilité (SIAA)
Me Simon Delisle-Beaulieu
Mme Anne Vachon
Mme Marie-France Duquette

Initiative 5 – Formulaire d'information sur le requérant (FIR)
Mme Véronique Dubé

Quelques causes d'intérêt 2022-2023

Les causes d'intérêt contribuent généralement à l'avancement du droit. Elles témoignent aussi de l'ampleur de la pratique à l'aide juridique et mettent en valeur le professionnalisme et l'engagement dont fait preuve le personnel avocat dans la représentation de ses clients. Voici quelques exemples qui ont eu lieu au cours de cet exercice.

ME LISANNE FABI

SHERBROOKE CIVIL - FAMILIAL
(Sur demande d'outrage au Tribunal)

DROIT DE LA FAMILLE
C.S. 450-05-006437-210
3 novembre 2022
Juge CLAUDE VILLENEUVE

La demanderesse, représentée par Me Fabi, force le défendeur à comparaître pour outrage au tribunal. Le défendeur, condamné à verser une pension alimentaire au bénéfice de leur enfant, omet sciemment de la payer.
Preuve établie hors de tout doute raisonnable par la demanderesse qu'il a intentionnellement omis d'agir en violation d'une ordonnance claire dont il avait connaissance.
Le défendeur est trouvé coupable et condamné à 30 jours d'emprisonnement à moins qu'il ait acquitté la somme de 43 909,17 $. De plus, en guise de sanction pour avoir fait défaut de respecter le jugement, le défendeur devra également exécuter 75 heures de travail d'utilité sociale.

ME JULIE BEAUCHEMIN

SHERBROOKE CRIMINEL - JEUNESSE
(Opposition à une requête visant un témoignage à distance)

DROIT CRIMINEL
Sa Majesté le Roi c. François Lanteigne-Canse
C.Q. 450-01-121301-217
2 décembre 2022
Juge CONRAD CHAPDELAINE

Accusation de contacts sexuels et d'exploitation sexuelle.
Requête du ministère public demandant au Tribunal d'ordonner que les trois principaux témoins à charge puissent rendre témoignage à distance par visioconférence.
La défense s'oppose à une telle démarche, soutenant qu'il s'agit de témoins clés dont la crédibilité est en jeu et qu'ils seront confrontés à de nombreux messages textes dont ils sont les auteurs.
Le Tribunal se livre à un exercice de pondération des différents facteurs pertinents à la requête. Il conclut que le ministère public ne s'est pas déchargé de son fardeau et, considérant qu'il s'agit de témoins déterminants dont la crédibilité est en jeu, permettre qu'ils puissent témoigner à distance porterait atteinte à l'équité du procès. La requête est rejetée.

ME SAMUEL BOUCHARD

SHERBROOKE CRIMINEL - JEUNESSE
(Requête en arrêt des procédures pour cause de délais déraisonnables)

DROIT CRIMINEL
René-Karl Tanguay c. Sa Majesté le Roi
C.Q. 450-01-104882-175
19 décembre 2022
Juge CONRAD CHAPDELAINE

L'accusé est poursuivi pour un vol qualifié commis à Sherbrooke le 19 octobre 2017. Il fait défaut de comparaître le 6 décembre 2017 et un mandat d'arrestation est émis. Ce mandat est exécuté par les policiers le 23 juin 2022, soit quatre ans, six mois et dix-sept jours après son émission.
La défense soutient que la poursuite assume la responsabilité d'amener l'accusé à procès et que, mis à part une seule démarche effectuée par les policiers le 28 mars 2019 demandant à l'accusé de se présenter au tribunal le 4 avril suivant, rien d'autre n'a été fait de la part des policiers.
Le Tribunal estime que le délai du 4 avril 2019 jusqu'à l'exécution du mandat le 23 juin 2022 est entièrement imputable à la poursuite et conclut à une violation des droits de l'accusé à subir son procès dans un délai raisonnable. L'arrêt des procédures est ordonné.

ME CÉLINE GALLANT

SHERBROOKE CIVIL - FAMILIAL
(Demande de la mère pour garde partagée et pension alimentaire, demande du père des deux plus jeunes enfants pour garde, droits d'accès, pension alimentaire et tutelle supplétive à l'égard de l'aînée des enfants dont il n'est pas le père biologique, demande de la mère en réclamation de paternité à l'égard du père biologique et mise en cause de ce dernier dans le dossier de garde, demande d'intervention agressive du père psychologique dans la demande en paternité et jonction des dossiers)

DROIT DE LA FAMILLE
C.S. 450-04-016031 / 450-04-016689-217
29 juillet 2022
Juge LINE SAMOISETTE

La demande de garde et pension alimentaire de la mère qui visait à faire constater la situation factuelle de garde pour les trois enfants et à ajuster la pension alimentaire selon les barèmes aura fait naître un conflit parental important. Le père des deux plus jeunes enfants demande alors la garde exclusive des trois enfants incluant celle dont il n'est pas le père biologique et une tutelle supplétive à son égard.
Lorsque la demande de réclamation de paternité est déposée, alors que le père biologique fait partie de la vie de sa fille depuis sa naissance, le père psychologique intervient agressivement aux procédures et demande lui-même à être déclaré père même s'il est clair pour tous qu'il ne l'est pas. Audition de plus de 3 jours.
La juge rappelle que le parent psychologique, bien qu'il soit significatif et qu'il ait certains droits sur l'enfant, ne peut se réclamer de la paternité biologique qui n'est pas la sienne et qu'il ne s'agit pas d'un concours au mérite du meilleur père. Garde partagée maintenue auprès des parents pour les trois enfants, paternité du père biologique de l'aînée reconnue et droits d'accès établis en sa faveur auprès de sa fille, délégation de certains attributs de son autorité parentale au père psychologique et multiples ordonnances alimentaires prononcées.

Plan stratégique
2018-2022

Résultats 2022-2023

Le Plan stratégique du CCJE a pour objectifs d'améliorer la visibilité et la notoriété de celui-ci, de favoriser l'accessibilité à des services de qualité et d'attirer et retenir les meilleurs talents au sein de ses équipes de travail.
Le Plan stratégique 2018-2022 du CCJE a été prolongé au 31 mars 2023 par résolution du conseil d'administration.
Les résultats présentés dans cette section sont ceux des objectifs réalisés au cours de l'exercice 2022-2023.

ENJEU 1 Améliorer la visibilité et la notoriété du CCJE

Orientation 1.1
Faire connaître nos équipes et nos services

Objectif 1.1.1

Mettre en place des moyens pour augmenter la visibilité du CCJE

Cible Former un comité et mettre en place graduellement les recommandations jusqu'au 31 mars 2022 (atteinte)

Résultats 2022-2023 Comité visibilité (personnel avocat et soutien) • Création d'outils de communication

Objectifs 1.1.2 et 1.1.3

Diffuser et produire à la population, à la clientèle et aux partenaires de l'information juridique et des chroniques juridiques

Cibles Diffuser 100 % des chroniques du réseau de l'aide juridique (atteinte) • Produire et diffuser annuellement 4 chroniques (atteinte)

Résultats 2022-2023 Diffusion de 10 chroniques du réseau de l'aide juridique • Production et diffusion de deux articles dans les journaux • Production et diffusion de deux balados à la radio étudiante de l'Université de Sherbrooke • Animateur d'une chronique juridique hebdomadaire à la radio Plaisir Rock 105,5

Objectif 1.1.4

Prendre part aux différentes tribunes et programmes en matière de justice tels que les tables de concertation, les journées carrière ou autres

Cible Participer annuellement à une table de concertation ou autre (largement atteinte)

Résultats 2022-2023 Comité stratégique intersectoriel en itinérance de l'Estrie • Fondation du Barreau du Québec • Comité consultatif en droit de la jeunesse • Comité santé mentale du Barreau de Saint-François • Comité des affaires pénales et criminelles du Barreau de Saint-François • Comité d'étude sur la supervision des accès • Comité de la famille du Barreau de Saint-François • Comité de formation permanente du Barreau de Saint-François • Comité d'approbation de ProBono Québec • Comité provincial pour traiter de la question de la justice réparatrice en matière de justice pénale pour les adolescents • Comité opérationnel pour la mise en place d'un projet de médiation en protection de la jeunesse

Orientation 1.2
Étendre et consolider notre présence dans la communauté juridique et auprès de nos partenaires

Objectif 1.2.1

Créer des partenariats avec les intervenants clefs œuvrant auprès de la clientèle en santé mentale, des immigrants et des aînés

Cible Établir au moins 3 ententes de partenariat au 31 mars 2022 (partiellement atteinte)

Résultats 2022-2023 Élaboration d'une entente sociojudiciaire pour soutenir les personnes à risque de rupture sociale

Objectif 1.2.2

Maintenir notre partenariat avec la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke

Cibles Participer au programme d'activités de la faculté de droit et superviser un stagiaire coopératif annuellement (atteinte)

Résultats 2022-2023 Seize avocats ont supervisé 16 étudiants • Trois avocates ont supervisé une stagiaire du programme coopératif

Objectif 1.2.3

Maintenir et parfaire notre partenariat avec le programme en techniques juridiques du Séminaire de Sherbrooke

Cible Superviser annuellement au moins un stagiaire (atteinte)

Résultats 2022-2023 Projet-pilote 2019 devenu pérenne Deux étudiantes ont été supervisées

Objectif 1.2.4

Dispenser de la formation et de l'information juridique à nos partenaires communautaires

Cible Dispenser de la formation en fonction des besoins des partenaires communautaires (largement atteinte)

Résultats 2022-2023 Formations dispensées par les avocats du CCJE – voir section Implications et rayonnement de ce rapport

ENJEU 2 Favoriser l'accessibilité à des services de qualité

Orientation 2.1
Revoir et ajuster nos façons de faire qui favorisent l'accès à la justice

Objectif 2.1.1

Élargir nos champs de pratique au droit carcéral et au droit de l'immigration

Cible Former les avocats et offrir le service au 31 mars 2021 (non atteinte)

Objectif 2.1.2

Atteindre et maintenir un délai raisonnable pour l'émission des attestations d'admissibilité en matière criminelle

Cible Maintenir un délai de 4 à 6 semaines (atteinte)

Résultats 2022-2023 Maintien du délai de 4 à 6 semaines largement respecté • Aucune plainte de rapportée

Orientation 2.2
Développer une stratégie numérique

Objectif 2.2.1

Élaborer un plan de communication et une stratégie numérique adaptés aux besoins du CCJE

Cible À l'aide d'une firme spécialisée, élaborer un plan de communication adapté aux besoins du CCJE au 31 mars 2020 (atteinte)

Objectif 2.2.2

Offrir à la population un site internet au design actuel et adapté aux mobiles et tablettes numériques

Cible Créer et mettre en opération un nouveau site internet au 31 mars 2019 (atteinte)

Résultats 2022-2023 Maintien du comité internet et intranet Création de contenu • Mise à jour des plateformes

Objectif 2.2.3

Améliorer la gestion des dossiers des ressources humaines

Cible Informatiser la gestion des ressources humaines au 31 mars 2022 (partiellement atteinte)

Résultats 2022-2023 Maintien de l'utilisation d'un logiciel adapté au programme d'horaire variable du CCJE

ENJEU 3 Attirer et garder les meilleurs talents

Orientation 3.1
Adopter une philosophie de gestion axée sur le développement durable

Objectif 3.1.1

Assurer le développement, le transfert et le maintien des connaissances et du savoir-faire

Cible Mettre en place un programme de mentorat et d'accompagnement aux nouveaux employés devant s'amorcer avant le 31 mars 2019 (partiellement atteinte)

Résultats 2022-2023 Maintien du processus d'accueil et d'intégration actuel • Mise à jour du Guide du personnel Établissement d'une plateforme intranet • Procédure d'accueil aux nouveaux membres du conseil d'administration Programme de formations aux nouveaux employés

Objectif 3.1.2

Favoriser des mesures axées sur de saines habitudes de vie des employés

Cible Former un comité de travail, répertorier des façons de promouvoir de saines habitudes de vie au travail et les mettre en application au 31 mars 2020 (partiellement atteinte)

Résultats 2022-2023 Formation du Comité bien-être au travail • Élaboration d'une politique d'encouragement à l'activité physique • Participation du CCJE à l'activité MudGirls

Orientation 3.2
Favoriser l'engagement et le bien-être des employés

Objectif 3.2.1

Sensibiliser les employés aux valeurs de l'organisation

Cibles Faire connaître le Code de conduite lors d'une tournée des bureaux • Produire et afficher des encarts à chaque bureau au 31 mars 2019 (atteinte)

Résultats 2022-2023 Affichage dans tous les bureaux Sensibilisation des nouveaux employés lors du processus d'accueil et d'intégration • Engagement par écrit des nouveaux employés au respect du Code de conduite

Objectif 3.2.2

Élaborer une politique de reconnaissance pour tous les employés du CCJE

Cible Former un comité de travail pour analyser les besoins et élaborer une politique au 31 mars 2020 (atteinte)

Résultats 2022-2023 Formation du Comité bien-être au travail • Élaboration de la politique • Tenue d'un BBQ annuel Soirée reconnaissance à l'occasion de la rencontre de Noël

Objectif 3.2.3

Mettre en place et maintenir un programme d'horaire de travail variable permettant la conciliation travail-famille-vie personnelle

Cible Réévaluer le projet avec l'exécutif syndical avant l'échéance d'une année (atteinte)

Résultat 2022-2023 Maintien de l'horaire variable à la suite de la signature de la nouvelle convention collective • Élargissement des critères d'application

Objectif 3.2.4

Favoriser les rencontres régionales avec les employés

Cible Tenir une rencontre annuellement (partiellement atteinte)

Résultat 2022-2023 Tenue d'une rencontre régionale avec le personnel de soutien

MESURES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus des objectifs stratégiques orientés sur l'adoption d'une philosophie de gestion axée sur le développement durable, le CCJE maintient également l'application de mesures qui s'inscrivent dans une optique de développement durable.

Voici les principales mesures mises en place :

Adopter des pratiques de consommation écoresponsables

- Recyclage du papier et des documents cartonnés
- Collecte de piles usagées
- Utilisation de bacs de recyclage municipaux
- Utilisation de cartouches d'encre recyclées
- Achat d'appareils à économie d'énergie
- Envoi de courriels priorisé plutôt que de lettres
- Envoi des attestations d'admissibilité à l'aide juridique par télécopieur ou par courriel
- Élimination des fontaines d'eau
- Réemploi des fournitures et équipements favorisé
- Remplacement de collections papier par des collections numériques
- Adhésion au service de paie en ligne
- Élimination par attrition des imprimantes individuelles

Favoriser l'accès à l'aide juridique aux personnes démunies

- Personnes-ressources auprès d'organisations émanant des secteurs de l'aide à la personne et à la famille, de l'enseignement, de la jeunesse et de la santé
- Bureaux à temps partiel de Stanstead, Windsor et Disraeli
- Admissibilité en ligne en raison de la Covid-19 (jusqu'au 29 décembre 2022)
- Admissibilité au Centre de détention de Sherbrooke
- Admissibilité au département de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke
- Participation au Comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie
- Participation à l'élaboration d'une entente socio-judiciaire visant le déploiement de mesures de protection des personnes à risque d'itinérance et des personnes âgées ayant des troubles cognitifs
- Service de garde 24/7 pour les personnes en état d'arrestation
- Service de comparutions de fins de semaine et jours fériés pour les personnes détenues
- Service de garde personnalisé du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30
- Ligne téléphonique sans frais pour les personnes détenues
- Prise en charge prioritaire des dossiers provenant du service Rebâtir

OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

Le CCJE a maintenu, durant l'année, les engagements énoncés dans la Déclaration de services aux citoyens adoptée en 2002.

Cette déclaration énonce la mission de l'organisation et contient les principaux engagements en matière d'accessibilité, d'apport et de qualité des services. Elle contient également des engagements particuliers, dont un système de gestion efficace des plaintes.

Traitement des plaintes

Les plaintes constituent pour le CCJE une source d'information qui lui permet d'améliorer la prestation de ses services.

6 plaintes verbales ou écrites ont été reçues au cours de la dernière année sur un total de **13 344** dossiers traités

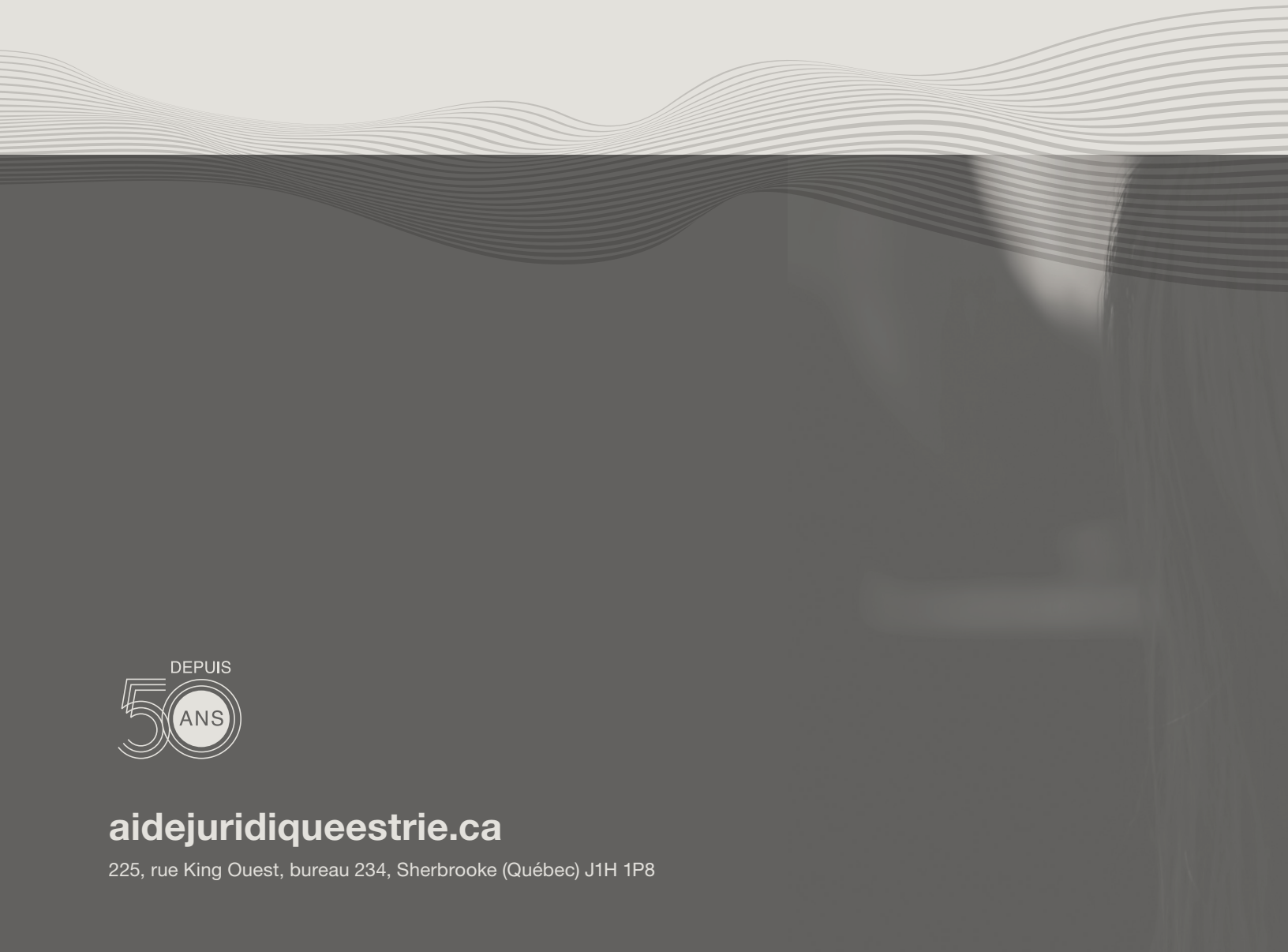
Elles se répartissent ainsi :

5 recevables, mais non fondées
1 en cours de traitement
0 partiellement fondée

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les informations contenues dans le Rapport annuel d'activités et de gestion 2022-2023 du Centre communautaire juridique de l'Estrie relèvent de la responsabilité du Directeur général. Cette responsabilité repose sur l'exactitude et l'intégrité des données ainsi que sur la fiabilité des résultats en regard des objectifs et orientations du Centre.
Afin d'assurer la fiabilité de l'information et des résultats, des systèmes de contrôle internes ont été maintenus tout au long de l'exercice financier.
À ma connaissance, les résultats et les données du Rapport annuel d'activités et de gestion 2022-2023 décrivent fidèlement la mission, la vision et les valeurs du Centre communautaire juridique de l'Estrie. De plus, il fait état des objectifs et des résultats obtenus en regard du plan stratégique 2018-2022, des engagements de la Déclaration de services aux citoyens, des mesures de développement durable et des résultats relatifs aux exigences législatives qui influent sur l'organisme.
À mon avis, les données et renseignements présentés dans ce Rapport annuel d'activités et de gestion sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2023.

Me PHILIPPE GILBERT
Directeur général



DEPUIS 50 ANS

aidejuridiqueestrie.ca

225, rue King Ouest, bureau 234, Sherbrooke (Québec) J1H 1P8